

Impôts. 24 suppressions d'emplois et deux trésoreries fermées en 2019 dans le Morbihan

Publié le 21 janvier 2019 à 15h57

Le Télégramme



L'intersyndicale des Finances publiques manifestait lundi matin. (Photo Bertrand Le Bagousse)

L'intersyndicale des finances publiques du Morbihan dénonce les suppressions d'emplois, les fermetures de trésoreries et tire la sonnette d'alarme sur les difficultés générées par le prélèvement à la source.

L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT et FO des Finances publiques du Morbihan manifestait, ce lundi matin, à l'entrée de la cité administrative de Vannes. Au cœur des revendications, la suppression de 24 emplois en 2019, qui devait être abordée le matin même en comité technique local à la direction départementale des finances publiques. « En 2019, c'est 24 suppressions d'emplois, dit Yannick Le Sausse, porte-parole de l'intersyndicale. En 2018, c'était 14 et en 2017, 21, ce qui fait un total de 59 ans en trois ans. Depuis 2002, on arrive à 278 suppressions d'emplois sur le Morbihan ».

Fermeture de trésoreries

En 2019, ce sont les services de contrôle fiscal d'Auray, Pontivy et Ploërmel, fermés au 1^{er} janvier, qui sont touchés par ces réductions d'effectifs, précise l'intersyndicale qui déplore également les fermetures des trésoreries de Carnac et Sarzeau, dont les agents pourraient être redéployés sur

Vannes et Auray. « Depuis 2002, ce sont 16 trésoreries qui ont fermé », insiste Yannick Le Sausse. Les services publics de proximité ferment en milieu rural ».

Les retraités n'arrivent pas à comprendre le prélèvement

Des suppressions d'emplois, qui toucheraient aussi les services d'accueil des particuliers, indiquent les syndicats au moment où est lancé le prélèvement à la source : « Beaucoup de situations sont compliquées à traiter, notamment les changements de situations comme les divorces, les baisses ou hausses de revenus ». Un lancement qui, selon l'intersyndicale, génère des difficultés, par exemple des erreurs de prélèvement sur les caisses de retraite. « Les retraités n'arrivent pas à comprendre le prélèvement ».

Les agents sont en surchauffe

Les agents redoutent d'autres « cafouillages » lorsque les salariés vont être prélevés à la fin du mois de janvier. « On s'attend à un rush, dit un agent. On a déjà à Lorient des pics de 400 personnes par jour. C'est de l'abattage ». « Les agents sont en surchauffe dès le mois de janvier. Des appels téléphoniques de toute la France sont redéployés vers Vannes, Lorient, Pontivy et Auray parce que des centres de contacts téléphoniques sont débordés. Pour le personnel, c'est la catastrophe », s'inquiète Yannick Le Sausse. Le syndicaliste soulève un autre problème : les crédits d'impôts qui ont été versés et que les personnes qui ne sont plus éligibles devront rembourser.